



# Le Canari enragé

Gratuit ou pièces jaunes  
contact@lecanarienrage.fr  
www.lecanarienrage.fr  
(abonnement, téléchargement)

1er cri - 2 mars 2019

Ne jette pas sur la voie publique - Donne à ton voisin

## Qui qui paye ?

Johanna Rolland, membre du réseau des grandes villes France urbaine, s'insurge.

Elle réclame au premier ministre une réunion d'urgence avec ses collègues d'autres grandes villes pour décrocher des crédits exceptionnels, étant donné les méfaits des Gilets jaunes dans son centre ville cheri.

« L'impact sur les contribuables locaux (dégradations de biens publics, mobilisation des services de la ville et des forces de l'ordre) et sur les commerces (dégradations, pertes de recettes, pertes d'emplois...) se chiffre en millions d'euros », relaye Presse-Océan le 11 février dernier.

Grosse intox classique qui fait croire que le pékin moyen va payer. Les dégâts sur des bâtiments publics sont couverts par les assurances que Nantes Métropole contracte depuis des années, mais dont les modalités ne sont pas rendues publiques. Les forces de l'ordre sont payées par l'État, pas par les contributions locales. Les commerces aussi ont leurs assurances. Les contribuables ne se substituent pas aux assureurs, même si ces organismes financiers ont des oursins dans les poches.

*Anciens locaux de Pôle emploi puis de la sous préfecture, la maison du peuple est squattée depuis le 24 novembre au 113, bd de Maupertuis à Saint-Nazaire. Les audiences au tribunal pour expulsion ont été reportées trois fois. Le proprio, un promoteur parisien assure qu'il laisse jusqu'au 22 avril. Là-bas, c'est Gilet jaune un jour, Gilet jaune toujours.*

### Dylan

21 ans, cuistot avant le mouvement, Gilet jaune à temps plein depuis.

« Le 17, on filtrait au rond point, c'était hyper joyeux. Les gens dans les voitures ne gueulaient pas.. Ici j'apprends plein de trucs, sur l'État, sur la constitution. Avant ce que je savais, c'était superficiel. Je viens des quartiers, la répression au quotidien, ça, je connais. Dans les Gilets jaunes, tout le monde n'était pas au courant, certains l'ont pris de plein fouet. »

### Charlie

38 ans, documentariste

« La Maison du peuple, c'est un lieu qui aimante, qui a de la perméabilité, avec des gens soudés, des rencontres du matin au soir. Partir en action la nuit, se sentir si proche, en confiance avec des gens qu'on connaît à

## C'est quoi qui te file la patate ?



peine, c'est tellement beau et enrichissant, dans une société où tout est fragmenté, où on nous disperse... Bon, sur le féminisme, il va falloir qu'on y travaille... Il a bien sûr des dynamiques liées au genre, à la domination masculine même si les gens ne se posent pas la question... Pourtant, au niveau du poids de la parole des femmes, aucun problème. Et pour le blocage de la raffinerie, c'étaient des femmes qui étaient à la manœuvre... »

### Guy

20 ans, apprenti cuistot

« Avant j'allais vers les gens que je connaissais, qui me ressemblaient. Là, je discute avec tout le monde, ça m'apporte de la confiance en moi. Mes idées ont

pas mal changé. Avant, la politique, droite, gauche, tout ça, je m'intéressais pas. Là je suis bien rentré dans l'antifascisme, j'ai pris conscience de plein de trucs. Je suis calé pour tout 2019. Après, faudra que je réactualise... »

### Jo

32 ans, animateur audiovisuel, Gilet jaune à temps complet, et première expérience en squat

« Ce qui me marque, personnellement, c'est le passage de la théorie à la pratique. Ça valide quelque chose pour moi, le fait qu'un lieu où les gens se retrouvent et s'organisent, c'est indispensable si on veut transformer la société et la politique. »

# Abécédaire

## A comme...

### A.C.A.B

L'acronyme ACAB pour «All Cops Are Bastards» tire son origine en Angleterre, dans le milieu carcéral et celui des ouvriers de l'entre-deux guerres. Il se diffuse lors des contestations politiques et des révoltes ouvrières des années 60-70, jusque chez les dockers anglais dans les années 80. Il a aujourd'hui une résonnance mondiale et peut se traduire en français par « Tous les policiers sont des salauds ».

Localement, il a beaucoup fleuri ici ou là lors de manifestations sur la ZAD de Notre Dame des Landes et à Nantes, notamment contre la Loi Travail. Même si l'acronyme semble plutôt

ancré dans les milieux anti-fascistes, il est aussi utilisé par l'extrême-droite comme on peut le voir dans le film éponyme ACAB de l'italien Stephano Sollima (2012). Ou par les milieux des supporters-ultras de foot de toute obédience.

Si le terme fait consensus pour tous ceux confrontés à la police, des variantes existent pour distinguer les mouvances. « Anarcho Communist Are Bastards » d'un côté et « All Communists Are Beautiful » de l'autre.

### Assemblée des blessé-e-s

De son nom exact « l'assemblée des blessé-e-s par la police » elle réunit des familles et des collectifs contre les violences



policières ». Les objectifs sont pluriels : soutenir les personnes blessées par la police, partager et diffuser les expériences en matière médicale, juridique, médiatique et politique, lancer des initiatives communes, se soutenir lors des procès, participer aux luttes en cours.

L'assemblée naît en novembre

2014 à la Bourse du Travail de Montreuil, où se rencontrent 15 blessés et leurs proches. La branche nantaise se constitue suite à la manifestation contre l'aéroport du 22 février 2014. assembleedesblesses44@gmail.com



## Ganstabac

La BAC a toujours adoré la provocation. Dernière en date, l'inscription « Legangle plus dangereux de la ville », au cul du casque d'un baqueux nantais, découverte par le photographe qui a shooté cette photo le 2 février. Le slogan est piqué à Nantes Révoltée sur un vieil autocollant. Selon Libération, le service de communication de la police au plan national affirme

qu'après enquête interne, le flic gangster s'expose à des sanctions selon l'article 113-18 du règlement de la police nationale qui « prohibe le port, sur la tenue d'uniforme, de tout élément, signe ou insigne, en rapport avec l'appartenance à une organisation politique, syndicale, confessionnelle ou associative. Cette même interdiction s'applique à la tenue civile durant le temps de service ». Mais bon...

## Dialogue

« - Nous sommes le Conseil de l'Europe, nous vous demandons de cesser de blesser la population à coups de LBD !

- Nous sommes la France, on vous emmerde avec vos préconisations ! LBD un jour, LBD toujours ! »

« - Allô bonjour ma mutuelle chérie, les forces de l'ordre m'ont blessé dans une manifestation je voudrais le remboursement de mes soins.

- Nous sommes l'assurance que vous payez chaque mois et on vous emmerde, fallait pas aller dans une manif ! » (info *La Dépêche*)



## Age

Assemblée Citoyenne tous (38 rue du H

Acte XVIII à Pa

Bloquage usine Alsetex (Précig

Pour suivre les medics, voir la p

## Les médias en quest

La certitude même quand il s'agit  
Dans un cas, on affirme  
on dit qui c'est le phot

### MÉDIAS

14/01/2019 00:28 CET | Actualisé il y a 5 heures

**Gilets jaunes: Un photographe de "Sud Ouest" affirme avoir été blessé par un tir de flashlight**

# La garde à vue sans peine

Si un contrôle d'identité ne peut pas dépasser quatre heures, une garde-à-vue peut durer 24 h, voire 48 h si prolongation.

**Avocat, toubib** On peut exiger un avocat dès le début de la garde à vue et pendant les interrogatoires : il a 2 h pour arriver au commissariat. Souvent, les flics insistent pour démarrer l'audition sans lui, prétextant qu'il n'est pas joignable. Mieux vaut refuser. Et si la demande de voir un médecin est refusée, il y a vice de procédure... On peut demander à téléphoner à un proche, mais l'officier de police peut refuser.



enda  
les mercredis à 19 h  
Breil, Nantes)  
ris le 16 mars  
gné, 72) du 29 au 31 mars  
page FB Action Medic 44

## tion à plus d'un titre

et le doute,  
agit d'un confrère...  
firme. Dans l'autre,  
graphhe qui affirme...

**MÉDIAS**  
12/01/2019 23:22 CET | Actualisé 12/01/2019 23:40

**Un gilet jaune frappe un journaliste en plein direct à Pau**

**HUFFPOST**

**Silence** À part donner ses noms, date de naissance et adresse, le silence est un droit. Tout ce qui est déclaré et mis dans un PV peut servir à vous condamner au tribunal. Les flics sont rodés, ils promettent une sortie anticipée si on reconnaît les faits en signant le PV. Accepter est un mauvais calcul. Il est quasi impossible de revenir, lors d'un procès, sur des aveux.

**ADN** Refuser de le donner est un délit (jusqu'à un an de taule et 15 000 € d'amende). Mais les poursuites ne sont pas systématiques, et les condamnations souvent légères.

**Compa, pas compa** Même si l'avocat accepte, un·e gardé·e à vue a toujours le droit de refuser la comparution immédiate pour préparer sa défense. Mieux vaut demander un report pour séparer ses émotions (et celles de juges) de l'engrenage répressif : les condamnations sont souvent plus lourdes à chaud, atténuées après les faits.

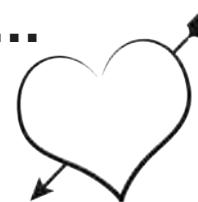
**Numéro utile** La legal team : 0675309545, pour centraliser les infos sur les arrestations, organiser le soutien. À ne pas utiliser pendant la garde à vue, au risque de gaspiller la seule possibilité d'appeler un avocat.

## Parlez-moid'amour...

Une bagarre a eu lieu lundi 11 février, au rond-point de Gron, près de Saint-Nazaire, cinq personnes se sont ruées sur un Gilet jaune, l'ont traîné au sol, et l'ont roué de coups. Les personnes qui ont tenté de s'interposer se sont vues elles aussi molestées. La police est intervenue.

À quelques jours de la Saint Valentin, la presse locale, *Ouest-France* et *l'Écho de la Presqu'île* parlent au conditionnel d'un conflit sur fond de relation amoureuse. *Ouest-France* titre même : « Rifiifi amoureux chez les Gilets jaunes ». D'après leurs articles, la source de cette information serait des collègues de Cupidon, c'est à dire la police.

Ce n'est pas la version des Gilets jaunes présents au moment des faits. Sur le groupe Facebook de la Maison du peuple de Saint-Nazaire, ils écrivent : « La réalité est bien plus triste. Nous n'entrerons pas dans des détails inutiles, mais il s'agit bien en réalité de la lutte



effrénée d'une personne dont l'avidité de reconnaissance et de pouvoir ne connaît aucune limite, et désormais pas même celle de l'intégrité physique d'autrui ». C'est sûr, c'est beaucoup moins glamour !

Nous avons sollicité par mail les deux rédactions pour savoir si des journalistes avaient enquêté sur le terrain pour vérifier les faits et s'ils comptaient rapporter à leurs lecteurs cette autre version des faits. Réponse lapidaire de *Ouest-France* : « Dans l'immédiat nous n'avons pas prévu de publier de nouveau sur ce fait divers. » Silence du côté de *l'Écho de la Presqu'île*. On le sait bien, dans le bas peuple, l'amour s'exprime à coups de poings... Et voilà donc les Gilets jaunes habillés d'une nouvelle tare.

Allez, on vous fait quand même des bisous !

## Compo lacrymo

Peau, poumons, yeux : les lacrymos, c'est pas bon. Instantanément, on s'en rend bien compte, mais quel effets durables ? D'autant que ça dépend du dosage en CS, alias 2-chlorobenzylidène malonitrile, le composant lacrymogène, et son interaction avec le solvant qui le disperse. Ne cherchez pas la composition chimique de ces grenades, personne ne la connaît à part les fabricants et le client, le ministre de l'intérieur. Alsetex ou Nobel sport, ses deux fournisseurs, restent toujours muets comme des carpes. Les effets sur la santé ? Jamais mesurés. « Les lacrymogènes agissent sur les terminaisons nerveuses des muqueuses oculaires et respiratoires, et sur la peau », notait un rapport co-rédigé par des pharmaciens et un médecins des armées en 2012. Aucune étude épidémiologique n'a été entreprise. Même les syndicats de police, qui admettent être les plus exposés au cours d'une année de maintien de l'ordre, ne savent rien. Chaque dosage a ses effets propres : persistance, dissémination, vitesse de décomposition à l'eau ou à l'air.

## Gaz interdit pour la guerre

Né pendant la guerre 14-18 surnommée la Grande Boucherie, le gaz lacrymogène, arme chimique, a été interdit en tant de guerre, mais pas en temps de paix, contre des civils.

La Convention internationale sur les armes chimiques de Genève de 1993 a fait cette exception pour qu'on puisse nous enfumer. C'est un genre de guerre civile domestique qui ne dit pas son nom.

# La vérité vraie qu'on vous cache

Présent depuis l'acte IV dans les manifestations, j'ai pu interviewer 66 personnes dont 65 devant ma caméra.

Précisons qu'il y a un déficit de la classe d'âge des 35-55 ans et qu'elle représente l'essentiel du tiers qui refusa de répondre et d'être filmé. Enfin, il y a un peu plus de masculin que de féminin, rapport 55/45 %.

Certaines personnes font parties de deux catégories, et même de trois dans de rares cas. Les données : **Ouvrier** 14 (dont bâtiment 6, mécanique 3, routier 2, livreur 1, à la chaîne, 1 intérimaire 1) – **Chômeur / Sans-emploi** 11 (dont bénévole 1, licenciement 1, maladie 1, invalidité 1, handicap 1,

démission 3, sans domicile 1, squatter 1) – **Employé(e)** 9 (dont restauration 5, bureau 3, entretien 1) – **Jeunes en études** 9 (dont étudiant(e) 3, lycéen(ne) 4, apprenti 2) – **Fonctionnaire** 3 + sous-traitant non titularisé 2 + mission de service public passée au privé 2 – **Retraité(e)** 6 (dont membre ONG 1) – **Médico-social** 5 dont un mec – **Secteur primaire** 2 (pépiniériste et marin-pêcheur) – **Artisan** 1 – **Culture** 1 – **Média** 1 – **Ex Militaire** 2 – « **Black bloc** » 1 – **Non Renseigné** 6.

De ces données brutes, quoique biaisées et portant sur un petit nombre, plusieurs constatations semblent livrer des indices pertinents.

On constate une nette prédominance du monde du salariat, en paupérisation ou déjà paupérisé.



La surprise est de trouver en deuxième position les chômeurs ou assimilés. Le mouvement des Gilets jaunes, tout du moins sur Nantes, semble apparaître comme incontestablement populaire, prolétaire, avec la jeunesse en pointe.

## Devenir Canari enragé?

Réunion de rédaction tous les **lundis à 19h**, à la **Perle**, 8 Rue du Port au Vin, Nantes contact@lecanarienrage.fr

## Sulfateuses

Notre époque est comme un feuilleton à rebondissement. On pense toujours avoir touché le fond, mais on reste surpris à chaque nouvel épisode gouvernemental.

Avant Noël, alors que les rues grondaient plus fort que jamais, le gouvernement

annonçait en panique une prime exceptionnelle pour les forces de l'ordre. Mais aussi et surtout une commande exceptionnelle pour réprimer encore plus fort : l'achat de centaines de nouveaux fusils permettant de tirer en rafale des munitions dites « non létale ». L'annonce est alors publiée sur le Bulletin Officiel

des Annonces des Marchés publics. Une provocation assumée, alors que des dizaines de manifestants sont défigurés par les armes de la police, samedi après samedi.

Selon la terminologie en vigueur, ce nouveau jouet des forces de l'ordre est baptisé « Riot gun Penn Arms », et il est utilisé par des polices très démocratiques, comme celles des USA, d'Israël, de Russie ou du Brésil.

Dans les années 1990, la police française expérimentait le Flash-Ball, un gros pistolet qui tirait des balles en caoutchouc. Puis à partir de 2007, le gouvernement dote ses pandores des désormais célèbres Lanceurs de Balles de Défense. Une arme beaucoup plus puissante, beaucoup plus précise, doté d'un viseur à la précision militaire. Elles ont mutilé des dizaines de Gilets jaunes, et bien d'autres avant eux. Avec le Lanceur

Multi-coup, dont les premiers exemplaires ont été distribués par Manuel Valls, mais qui ne sont réellement utilisés sur le terrain que depuis quelques semaines, une nouvelle étape est franchie dans la militarisation de la police.

Pour se faire une idée de l'ustensile, on a tous en tête les films de gangsters ou les grosses productions américaines avec des types bodybuildés qui arrosent la foule avec un énorme fusil à barillet. Ce fusil « multi-coup », c'est la même chose. On a pu voir des CRS tirer une rafale sur une foule, envoyant en quelques secondes 6 cartouches de gaz lacrymogène en tir tendu. Ou des policiers cagoulés parader fièrement en agitant ostensiblement leurs gros fusils.

Décidément, ce gouvernement sulfate aussi bien les acquis sociaux que les manifestants.



**Combattant** « Je gagne très bien ma vie, mais c'est pas une question de salaire (...) Je suis là pour soutenir les Gilets jaunes en tant que combattant »

Oscar, marin-pêcheur